



La Lettre de MINERVE

La lettre trimestrielle de Minerve est éditée par l'Association de l'Enseignement Militaire Supérieur, Scientifique et Académique

Lettre n° 17 - Mars 2013

ÉDITORIAL

Du Général de corps d'armée Jean-Tristan VERNA

Avant tout, je veux rendre hommage à la mémoire du Général de corps d'armée Jean-Noël SORRET, disparu voici peu de temps. Homme de conviction et d'innovation, animée d'une énergie communicative, il a imprimé une marque profonde partout où il est passé, en activité, comme ensuite en 2^{ème} section. J'ai pu le constater au sein du Matériel, qu'il avait pourtant quitté depuis plus de vingt ans lorsque j'ai pris mes responsabilités de directeur central. J'ai d'ailleurs toujours trouvé appui et conseil avisés auprès de cet ancien très moderne. Pour MINERVE, il aura également été un président actif et entraînant, avant d'en porter avec brio la plume de rédacteur en chef de cette lettre. Un grand Monsieur vient de nous quitter. Il nous laisse en héritage son optimisme, sa volonté d'aller de l'avant et sa foi dans les capacités humaines qui font la richesse de nos armées.



C'est donc en pensant à cet officier que je mesure l'honneur qui m'est fait d'endosser la présidence de MINERVE, une association que j'avais souvent côtoyée bien que n'étant pas issu de l'EMSST.

J'ai fait acte de candidature d'abord par solidarité envers tous les brevetés et diplômés techniques qui m'ont entouré durant ma seconde partie de carrière, dans les états-majors parisiens et à la DCMAT. Je leur dois en grande partie ma réussite professionnelle, tout comme l'armée de Terre leur doit une bonne part de son excellence opérationnelle. En effet, sans eux, point d'équipements performants, point de relations bilatérales efficaces, point de capacité d'influence hors de la sphère opérationnelle. Je suis fier de la confiance qu'ils me manifestent aujourd'hui.

Des questions sont posées sans ménagement sur le périmètre des responsabilités à confier aux militaires au sein de notre ministère. Ces questions poussent à cantonner les décideurs militaires à leur seule dimension opérationnelle. Elles se nourrissent souvent avec des arguments ou des polémiques qui rejettent sur la hiérarchie militaire une part de responsabilité qui ne lui incombe pas dans «de ce qui ne marche pas ou mal». Face à cette tendance, je dis toute ma conviction de l'impérieuse nécessité pour les armées de tenir leur place dans la préparation de leur avenir, dans l'organisation de leurs ressources et dans l'appréciation politico-militaire de leurs engagements présents et à venir. Pour cela, il faut continuer de former et de promouvoir des officiers conjuguant la vocation et la réussite dans le commandement militaire avec la maîtrise à haut niveau de disciplines scientifiques, managériales et académiques. Tout en restant dans mon rôle de président de MINERVE, je m'attacherai à porter cette conviction chaque fois que possible.

Nos activités associatives sont d'ailleurs un vecteur fort pour porter ce message. J'en salue la qualité et j'encourage l'équipe qui, autour du Général André VAR, s'attache à les promouvoir. Nous aurons également à trouver notre place dans les actions de rayonnement de l'armée de Terre, sans oublier pour autant que bon nombre, si ce n'est la majorité, de nos anciens élèves œuvrent dans l'interarmées. Nous aurons aussi, pour porter ce message, à améliorer encore l'attractivité de l'association en tant que telle, et accroître le nombre de ses adhérents. Je sais que c'est un objectif difficile à atteindre, mais je sais également pouvoir trouver les idées qui permettront de surmonter cette difficulté auprès de l'équipe soudée qui m'entoure.

Avant de vous laisser à la lecture de cette livraison de la lettre, je remercie en votre nom le Général ADDÉ qui a présidé aux destinées de MINERVE durant trois ans, en dépit d'une mission très lourde et prenante à l'École Polytechnique. Il me laisse une équipe solide et une association reconnue: donc, en avant, et que vive MINERVE!

L'assemblée générale de MINERVE

Par le Général de division André VAR, vice président et directeur général

Comme chaque année, Minerve a tenu son assemblée générale (AG) à l'école militaire le 31 janvier après-midi.

Occasion de faire le point sur les actions menées en 2012, elle permet surtout de prévoir celles projetées pour 2013 en examinant les résultats obtenus et fixant les moyens à consacrer pour parvenir aux objectifs agréés. Le compte rendu détaillé sera envoyé à tous et est disponible, ainsi que la présentation qui a servi de support aux discussions sur le site de l'Association (www.asso-minerve.fr rubrique Association).

Parmi les actions majeures, la publication d'un annuaire papier en complément de l'annuaire électronique sera réalisée. Votre collaboration est vivement recherchée pour valider les données que nous possédons. De plus, en complément de l'action du CESAT en réponse à la mission confiée par le CEMAT, Minerve va contribuer encore plus au rayonnement de l'armée de Terre et en particulier de l'enseignement militaire supérieur selon une ligne en cours de définition avec le Général JUMELET, COMCESAT.

Le renouvellement du conseil d'administration a été cette année particulièrement important car nous perdions notamment notre Président, le GCA Alain ADDÉ, qui ne renouvelait pas son mandat pour raisons professionnelles, et le GCA Jean-Noël SORRET, démissionnaire pour raison de santé. L'assemblée a élu le GCA Jean-Tristan VERNA comme nouveau président et a accueilli 3 nouveaux administrateurs: le GDI PARIS, le LCL LAVALLARD et le CEN GLOTIN.



À l'issue de l'assemblée, le Général ADDÉ a remercié tous ceux qui avaient donné de leur temps à Minerve pendant sa présidence et a exprimé sa confiance à la nouvelle équipe en souhaitant la bienvenue au Général VERNA. Il a donné la parole au Général JUMELET qui avait souhaité informer Minerve des évolutions de l'enseignement militaire supérieur et donner les grandes lignes du plan d'action sur la diffusion de la culture et de la pensée militaire.

L'AG, c'est aussi un moment de convivialité qui a permis de rassembler autour d'un verre les anciens et les jeunes ainsi que l'encadrement du CESAT et de l'EMSST. Minerve a été honorée de la présence de nombreuses autorités comme le GCA de SAINT-SALVY, sous-chef d'état-major de l'EMA/RH, le GDI TRAMOND, commandant le CDEF, le GBR HOUSSAY, sous directeur DRHAT, le GBR BEAU, directeur adjoint de l'École de Guerre et de nombreux invités et amis.

Le Bureau de l'association est composé de:

GCA Jean-Tristan VERNA, président
GDI André VAR, vice président et directeur général
COL Henri-Urbain POLGE, trésorier
COL André MAZEL, trésorier adjoint
CEN René MIGNE, secrétaire général adjoint

Lettre de MINERVE n°17
Mars 2013

Nouvelles de l'EMSST

Par le Colonel PAUPERT, commandant l'EMSST

Je ne saurais débiter ces «Nouvelles de l'EMSST» sans rendre hommage au Général Jean-Noël SORRET avec lequel j'ai eu le plaisir et l'honneur de travailler à l'élaboration de cette *Lettre de Minerve* pendant deux ans. Mes pensées se tournent aussi bien naturellement vers sa famille, ses proches, auxquels les cadres et le personnel civil de l'EMSST adressent leurs plus sincères condoléances et leurs pensées les plus amicales.

Pour ce qui concerne l'école, outre la dimension budgétaire de plus en plus prégnante, le début de l'année 2013 a été marqué par le concours d'accès au Diplôme Technique (DT). Pour mémoire, ce concours propose principalement deux voies d'accès:



- une voie «sur titre» réservée aux officiers détenteurs d'un diplôme égal ou supérieur à la licence (L3), dans un domaine répondant aux besoins de l'armée de Terre;
- une voie «sur épreuves» ouverte aux autres officiers, après une période de préparation intensive conduite par l'EMSST sur 7 mois. Les épreuves écrites d'admissibilité se sont déroulées en janvier. Elles auront été suivies du 18 au 21 février par les épreuves orales d'admission.

Une troisième voie consiste à pourvoir les besoins de l'armée de Terre avec des officiers déjà détenteurs du ou des diplômes requis, ou d'un diplôme équivalent. Après examen en commission, ces officiers se voient attribuer le DT à titre de «Régularisation»: c'est le DTR.

L'EMSST, au travers de sa population de diplômés techniques, permet ainsi à l'armée de Terre et aux armées de disposer d'un encadrement apte à tenir des postes de responsabilité dans les domaines requérant un «haut niveau de connaissances scientifiques et techniques» que sont les Sciences de l'Ingénieur (SI), les Systèmes de Télécommunication et d'Information (STI), les Langues et Relations Internationales

(LRI), les Sciences Humaines et Sociales (SHS) et l'Administration Gestion Logistique (AGL).

72 places ont été ouvertes au titre de l'année 2013, à comparer aux 91 ouvertes en 2012. Elles sont réparties de la façon suivante:

- SI: 23 places (9 sur épreuves, 10 sur titre et 4 en DTR);
- STI: 18 places (7 sur épreuves, 7 sur titre et 4 en DTR);
- LRI: 5 places (2 sur épreuves, 2 sur titre et 1 en DTR);
- SHS: 17 places (7 sur épreuves, 7 sur titre et 3 en DTR);
- AGL: 9 places (4 sur épreuves, 4 sur titre et 1 en DTR).

Les résultats du concours «voie sur épreuves» ont été communiqués fin février début mars. Enfin, la commission finale d'admission au DT se tiendra mi-mars à la DRHAT à Tours.

D'ores et déjà, un constat et deux enseignements peuvent être tirés:

- tout d'abord une diminution des volumes offerts (- 19 par rapport à l'an passé), à la mesure des réductions d'effectifs que connaît l'armée de Terre;
- les besoins 2013 de l'armée de Terre seront globalement satisfaits, tant sur le plan quantitatif que qualitatif;
- enfin, le travail paye puisque près de 90% des candidats assidus (qui se comptent majoritairement parmi les scientifiques) aux préparations organisées et dispensées par l'EMSST ont été admissibles aux épreuves orales.

L'avenir de la défense nationale

Par le Général de division LANGLOIS, directeur du domaine «Sécurité européenne et transatlantique» de l'IRSEM.

Les dernières années ont vu nos armées nationales engagées dans des opérations qu'on aurait imaginées appartenir au passé. Outre l'Afghanistan, les opérations de 2011 en Côte d'Ivoire et en Libye n'étaient pas particulièrement envisagées comme étant les prochaines crises à gérer. Dans les deux cas, si les causes étaient différentes, la France a agi avec une réactivité et un professionnalisme qui ont forcé l'admiration de nos pairs. Ce fut une belle démonstration de nos savoir-faire militaires, allant d'un processus décisionnel extrêmement rapide jusqu'à des actions de vive force ciblées et efficaces en passant par une préparation et un entraînement performants.

Le 11 janvier 2013, la France prend seule la décision d'intervenir au Mali pour restaurer l'intégrité territoriale de ce pays. La montée en puissance a été cette fois-ci extrêmement rapide et les effets quasi-immédiats sur le terrain.

Que peut-on retenir de ces engagements? Un processus décisionnel rapide et efficace, un système d'alerte et de pré-positionnement outre-mer qu'on nous envie, une complémentarité des actions à distance et des actions de contacts au sol indispensables. Une réaction rapide qui ne peut se concevoir aujourd'hui qu'en national ou en coalition ad hoc, mais avec un nombre limité de pays.

Cela démontre, à l'aube de la sortie d'un nouveau livre blanc, que la France a besoin de maintenir un modèle capable de couvrir l'ensemble du spectre des capacités nécessaires à son niveau d'ambition, lui garantissant son autonomie stratégique. Mais cela est-il compatible avec la cure d'austérité envisagée?

Or, même avec le maintien des capacités actuelles, nous savons que la France a déjà des trous capacitaires et a besoin de renforcements, notamment en transport stratégique, ravitaillement par air, renseignement, ... Qu'en sera-t-il avec les restrictions budgétaires qui sont en cours de préparation? Nous savons déjà que la France ne pourra pas longtemps conduire seule une opération comme celle du Mali. Elle a déjà obtenu des soutiens mais elle aura besoin rapidement d'une aide plus conséquente en structures de commandement, de renseignement, de soutien, sans oublier les moyens de coercition ... Elle doit pouvoir compter sur l'action complémentaire de l'UE et le soutien actif de partenaires européens ou transatlantiques.

Les Américains ont déjà montré qu'ils ne seraient plus autant présents que par le passé. Les solutions sont nécessairement européennes. L'une d'elles serait de s'engager à plusieurs, à savoir un club de pays qui en a la volonté, sur un niveau d'ambition commun avec les conditions de sa mise en œuvre. Ceci se traduirait par des engagements de chacun des partenaires à rapprocher ses outils de défense, à harmoniser les planifications de défense, à partager entraînement et formation, et à fournir les moyens complémentaires nécessaires pour toute intervention avec un mécanisme respectant le degré d'autonomie nécessaire à chaque État. La France conserverait en national les capacités qu'elle estime souveraines et partagerait le reste. C'est possible, nous avons initié le principe avec les Britanniques. Il faut l'étendre. C'est le seul moyen pour la France de maintenir une capacité d'action cohérente tout en participant à la construction de la défense européenne, le bras armé qui seul rend crédible la politique extérieure de l'UE. Mais aurons-nous l'audace et le courage politique de le faire?

SCORPION, une approche novatrice d'un programme d'armement

Par le Colonel Rémy CADAPEAUD, EMAT/officier programme

• Un peu d'histoire

Il y a quelques années déjà, une équation quasi insoluble devait être résolue par l'armée de Terre: concilier l'acquisition de nouveaux systèmes performants dont le coût était toujours plus élevé (acquisition et soutien), avec le renouvellement impératif du cœur des forces terrestres datant des années 70 (VAB, 10RC et ERC des GTIA), avec les exigences du contrat opérationnel et, enfin, le tout sous contraintes budgétaires qui, s'imposant à l'État, s'imposaient à son outil de défense. L'EMAT faisait alors face à une véritable quadrature du cercle, sauf à changer radicalement d'approche, ce qu'il a fait. Comme en tactique, l'EMAT a abordé l'enjeu avec une approche globale: l'idée SCORPION était née.

Le programme du même nom a suivi une démarche nécessairement innovante. En effet, là où classiquement une opération d'armement s'attache à livrer un nouveau système ou à le renforcer, le programme SCORPION a pris pour objet le Groupement Tactique Interarmes (GTIA). D'où sa caractérisation connue de «programme d'ensemble». Notons que le GTIA ne peut être renforcé en une seule étape: c'est donc un programme incrémental, chacun des incréments correspondant à des gains capacitaires spécifiques et soutenables.

• Un impératif et une opportunité

Au-delà de la nécessité opérationnelle évoquée supra, le renforcement des GTIA représente une véritable opportunité. Certes pour nous et pour nos actions interarmées, mais également pour la DGA et pour les industriels. En effet, notre approche ne se pilote pas essentiellement par la technicité des équipements mais également par les capacités qu'ils induisent; capacité à former, à entraîner, à évoluer à coûts limités, à produire l'infrastructure nécessaire, à reconfigurer nos engins, à soutenir financièrement nos GTIA, etc.

Pour atteindre ces capacités, EMAT, DGA et industriels, en étroite coopération permanente, adaptent leurs exigences pour aboutir aux spécifications justes nécessaires, évitant ainsi toute performance inutile, coûteuse et pouvant obérer les évolutions futures.

• Les objectifs

SCORPION va, tout à la fois, renforcer l'aptitude opérationnelle d'un GTIA et sa préparation opérationnelle, à coûts maîtrisés.

Les gains opérationnels «macro» sont: l'accélération (et la fiabilisation) des processus décisionnels à tous les échelons, le prolongement de la manœuvre débarquée et l'accélération de la manœuvre des feux, enfin, le développement de nouveaux procédés en engagement et préparation opérationnels bien entendu, mais également en soutien.

La maîtrise des coûts s'obtient par des mécanismes de calculs de cibles, par une approche par kits, par un concept de soutien novateur, par le recours à des technologies matures, des langages ouverts et standardisés (non propriétaires industrie), etc.

• Concrètement

▪ L'étape première de SCORPION est en cours. Elle livrera à compter de 2016 un système d'information et de combat unique, le SICS qui remplacera progressivement les SIR, SIT V1, SITEL... Ensuite le VBMR, successeur des VAB mais également mis en dotation dans les TC1 et TC2, l'EBRC qui remplacera les AMX10RC, ERC90 et VAB HOT, enfin le XL rénové (principalement protection et TOP 7,62).

▪ Le VBMR (véhicule blindé multirôles): simple et robuste, il aura un moteur à l'avant permettant de créer un espace intérieur d'un seul tenant avec une capacité d'emport (troupes mais également logistique et EVASAN) et d'évolutivité optimisée. Conduit sous pare-brise, ce 6x6 fortement protégé disposera d'un armement téléopéré pour toutes les fonctions opérationnelles, y compris les tirs courbes (mortiers de 120mm).

▪ L'EBRC (engin blindé de reconnaissance et de combat): il disposera d'une capacité feu très élevée et polyvalente, d'une acquisition d'objectifs performante, avec une bonne réactivité au contact. 6X6 tout comme le VBMR, il fera 25 tonnes maximum, afin de rester léger (sans contrainte d'employabilité) et ramassé pour effectivement répondre aux exigences d'un engin de combat. Sa tourelle habitée deux hommes sera armée par un canon de 40 mm multicibles et à fort débattement en site, renforcé par une capacité missile (le même «moyenne portée» que pour le combat débarqué).

▪ La simulation embarquée sera un véritable outil de combat donné à tous les engins. Cœur de SCORPION, avec le SICS et la vétronique¹ des systèmes, elle permettra d'améliorer la PREPAOPS et d'appuyer les opérations (préparation et répétition de missions, bien connues de l'ALAT). Il s'agira d'entraîner nos cadres et EVAT non pas en salle, uniquement dans leurs régiments, mais de fournir une capacité «nomade» d'instruction et d'entraînement dans les engins, donc finalement de fournir un outil de combat. Associée à des Parcs de Service Permanent et bien alimentés, avec des engins robustes et sans contrainte d'emploi en terrain civil, elle permettra de revisiter en profondeur notre PREPAOPS, dès la garnison pour la rendre encore plus attractive et redonner aux cadres leur place entière dans cette action, en se passant d'instructeurs spécialisés.

1: architecture gérant tous les moyens électroniques du véhicule



Le Sultanat d'Oman

Par le Chef d'escadrons (TA) Arnaud LAFOLIE, stagiaire de l'EMSST en scolarité à l'école royale de commandement et d'état-major du Sultanat d'Oman.

En une cinquantaine d'années, le sultanat d'Oman a connu un développement spectaculaire sans être démesuré, sous l'impulsion du sultan Qabous bin Saïd. Aujourd'hui, ce pays qui fait figure de modèle de stabilité et de tolérance dans une région complexe, doit encore faire face à de nombreux défis pour poursuivre harmonieusement son essor.

Le Sultanat d'Oman est situé sur la côte orientale de la Péninsule arabique. Frontalier des Émirats Arabes Unis, de l'Arabie Saoudite et du Yémen, il est également très proche de l'Iran et du Pakistan. Oman est un pays globalement aride qui présente la particularité d'offrir une barrière montagneuse orientée perpendiculairement aux vents marins dominants. De fait, la côte et une partie des régions centrales reçoivent des précipitations assez régulières en hiver. Quant au Sud du pays, il est même touché en été par des pluies de mousson. Ce contexte a permis à toute la région de développer une civilisation assez exceptionnelle celle de «l'arabia felix» dans le cadre infertile de l'Arabie. Oman recèle ainsi une culture et une civilisation riches et anciennes, marquées à la fois par un Islam rigoriste et par l'ouverture sur le monde. Au XVIII^{ème} siècle, l'empire d'Oman s'étendait jusqu'à l'actuelle Tanzanie et incluait l'île de Zanzibar. Après une longue période de sommeil, le pays a émergé de nouveau sous le règne de l'actuel sultan Qabous bin Saïd, qui a pris le pouvoir en 1970. Après avoir successivement réduit les foyers autonomistes du Dhofar et du Djebel Shams, le sultan Qabous a entrepris de moderniser son pays, en investissant à cet effet les bénéfices retirés de l'exploitation pétrolière. À proprement parler, Oman n'est ni un pays riche ni un pays neuf, mais le développement initié et régi par le sultan Qabous a véritablement révolutionné le pays à travers une modernisation menée tambour battant. Pour autant, la société omanaise reste très

Lettre de MINERVE n°17
Mars 2013

traditionnelle, et toujours attachée aux valeurs bédouines d'échange, de travail et d'hospitalité. La population urbaine croît rapidement, mais l'agriculture vivrière est toujours pratiquée, tandis que l'exode rural est volontairement limité.

Contrairement aux Qatariens ou aux Émiriens, les Omanais n'ont pas les moyens de vivre de la rente pétrolière: on les retrouve donc au travail à tous les niveaux de la société. Plus encore, le défi actuel initié par le sultan Qabous est celui de «l'omanisation», c'est à dire l'accès préférentiel à l'emploi des Omanais dans le secteur privé. En effet, la croissance économique du pays depuis plus de trente ans s'est accompagnée d'une forte immigration issue du sous-continent indien. Souhaitant préparer l'avenir d'une société omanaise en pleine croissance (la plupart des familles ont quatre enfants ou plus), le souverain contraint les entreprises à recruter des Omanais plutôt que des étrangers, pourtant bien plus qualifiés. Il en résulte une certaine période de flottement et de nombreuses grandes entreprises se plaignent du peu d'efficacité de leurs employés locaux. Et si certaines d'entre elles parlent de quitter le Sultanat pour s'installer à Dubaï, de nombreux observateurs notent que l'omanisation constitue une politique ambitieuse et nécessaire, au même titre que la plus grande partie des décisions prises par le Sultan depuis 1970.

L'armée omanaise joue un rôle certain dans ce pays où l'élite (c'est à dire la noblesse tribale) occupe les plus hauts postes de la fonction publique. Le sultan Qabous lui-même, chef suprême des armées, est diplômé de Sandhurst et a servi une année complète au sein d'un régiment britannique. L'armée est bien considérée, tout comme la garde royale et la police, dans l'ensemble du pays. Quant au niveau d'équipement et d'instruction des forces omanaises, il est encore moyen mais il progresse vite. Le principal défaut de cette armée trouve sa source dans la posture diplomatique du pays, résolument engagé dans un non-alignement systématique: ni ennemi, ni ingérence. De fait, les troupes omanaises ne participent à aucune opération réelle, si ce n'est la lutte locale contre la piraterie. De fait, sans cesse émaillée des termes «instruction et entraînement», la doctrine omanaise est très éloignée des savoir-faire que toute force acquiert au contact des opérations de guerre ou de stabilisation.

Ainsi, le Sultanat d'Oman demeure un pays traditionnel et jaloux de son indépendance, dans une région que la géopolitique des hydrocarbures a profondément modifiée au cours du siècle dernier. Il est pour autant difficile de prévoir l'avenir de ce pays, tant sa prospérité actuelle est liée à la personne du sultan Qabous (72 ans), qui n'a pas d'enfants et n'a toujours pas désigné de successeur.

Oman en chiffres: Superficie: 309.000 km². Population: 3,100 millions d'habitants, dont 580.000 étrangers. Croissance économique: 5,4%. PIB par habitant: 27.600 dollars. Production de pétrole: 900.000 barils/jour. Budget consacré à la défense: 11,5% du PIB (en 2005).

Carnet rose

Sont arrivés chez nos stagiaires:

Martin chez le CNE et Madame Marc VOLAY
Margaux chez le CDT et Madame Matthieu MOLLARD
Mégane chez le CNE et Madame Guillaume ROUET
Adélaïde et Clotilde chez le CDT et Madame Simon CARRIÈRE
Cyriaque chez le CNE et Madame Christophe GARNIER
Alexis chez le CNE et Madame Xavier CALLEWAERT
Vianney chez le CDT et Madame Jean-Noël BASS
Anastasie chez le CDT et Madame Pierre-Marie LEJEUNE
Angélique chez le CNE et Madame Arnaud HAUTIÈRE
Philippine chez le CEN et Madame Bertrand RIFFAUD
Archibald chez le CBA et Madame Jean-Baptiste MATTON
Pierre-Alexandre chez le CNE et Madame Christophe BARTHES

Carnet gris

GCA Jean-Noël SORRET, MAT, BT Physique/Chimie
IG Claude BERA, ABC, BT Armement
GDI Jean BURTIN, TDM, BT Armement
GBR Jean-Claude ANDRÉ, AIDEMI
COL Jacques HIRSCHAUER, AIDEMI
Madame JOANNES, mère du CNE Manuel JOANNÈS, stagiaire EMSST
Minerve présente à leurs familles ses condoléances attristées

In memoriam

Le Général de corps d'armée Jean-Noël SORRET



Successivement enfant de troupe, engagé volontaire, sous-officier, officier d'Artillerie puis du Matériel, Jean-Noël Sorret s'est élevé jusqu'au poste de Directeur Central du Matériel de l'Armée de Terre, où pendant quatre ans avec pugnacité et dynamisme il a concouru à faire évoluer l'Arme et à maintenir le potentiel terrestre au plus haut.

Rendu à la vie civile, c'est tout naturellement qu'il avait accepté à l'été 1999 de prendre la présidence de l'Amicale de l'EMSST – devenue MINERVE depuis – tant il reconnaissait ce que lui avait apporté l'EMSST en termes de formation, de capacités et d'éthique. Il avait été très proche de l'Ingénieur général SABATIER, formateur des officiers préparant l'EMSST, qui l'avait distingué parmi les stagiaires de l'époque et lui vouait une affection particulière, réciproque.

Atteint temporairement par une maladie incapacitante et ne se sentant plus en mesure de diriger l'Amicale, il se démit de ses fonctions en début d'année 2000 mais reprit ses activités dès son rétablissement, restant, entre autres, membre du Conseil

d'administration sans discontinuer.

En 2007, à un moment où les actions de l'Amicale avaient besoin d'être vigoureusement relancées, il rejoignit le petit groupe des rénovateurs et prit les fonctions de vice-président, chargé, notamment de la communication. Il participa alors activement à la mutation de l'Amicale en Minerve.

Tout au long de ces années, il n'a eu de cesse de mettre son inventivité, son dynamisme et sa ténacité au service de MINERVE. L'Association lui doit, en particulier, la création de la Lettre de Minerve, notre vitrine, à laquelle il a transmis son souffle et qu'il dirigeait encore il y a peu. Ses qualités de communicant s'y sont exercées à plein, le plus longtemps que cela lui était possible.

Jean-Noël nous a quittés le 6 février dernier mais nous ne l'oublierons pas car lui-même n'oubliait jamais Minerve, s'excusant quelques jours après l'assemblée générale du 31 janvier de ne pas avoir pu être des nôtres.

Trois recommandations:

- N'oubliez pas de nous informer lorsque vous changez d'adresse (postale et/ou électronique)
- N'hésitez pas à aller sur le site de Minerve
- N'attendez pas pour payer votre cotisation (20€) dès maintenant (si vous n'avez pas de virement automatique)